

Zeitschrift: Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts jurassiens

Band: 53 (1982)

Heft: 2: Economie : réalités et perspectives

Artikel: Les hauts et les bas du marché du bois

Autor: Godinat, M.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-824519>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

s'y opposer, puisqu'il ne s'agit, en général, que de reports de réalisations à court ou moyen terme. Mais cela n'est pas tout. Il faut également noter que certaines des dépenses figurant aux budgets sont de la même façon réduites, du fait que les projets sont quelque peu gelés jusqu'à des jours meilleurs et ce, même si une partie des ouvrages prévus sont déjà la matérialisation de projets votés les années précédentes.

Aussi, les programmes d'actions prioritaires pour venir en aide au secteur de la construction se nourrissent principalement de crédits comprimés ou reportés, alors qu'une action rééquilibrante des pouvoirs publics serait nécessaire, tant en période de haute que de basse conjoncture.

Perspectives à court terme

On ne peut sans autre compter sur la concurrence pour maintenir ou réduire les prix pratiqués dans la construction, notamment lorsque les marges bénéficiaires ont presque disparu. Les risques de dérapage existent et peuvent avoir des conséquences fâcheuses, par exemple la disparition dans nos régions, au profit de centres plus importants, d'entreprises bien gérées mais ne pouvant supporter un marasme économique endémique, en raison notamment de leur petite taille.

Dans la conjoncture actuelle, une reprise de l'activité indispensable pour une utilisation optimale de la capacité de production semble parfois difficile à se dessiner, malgré les besoins nombreux à satisfaire.

Les hauts et les bas du marché du bois

*M. GODINAT, ingénieur forestier,
Secrétaire de l'Association jurassienne d'économie forestière (AJEF)*

La reprise économique amorcée en Europe occidentale au début de 1978 a eu pour conséquence une demande en bois et dérivés en constante augmentation.

La prolifération des lotissements (chaque village a voulu offrir des terrains dans l'espoir d'endiguer l'exode des contribuables) et la dégringolade du loyer de l'argent (le taux de l'hypothèque de 1^{er} rang est tombé à 4%), pour ne citer que ces deux éléments, sont à l'origine d'un boom dans la construction, principalement au niveau des maisons familiales. Quand on sait que l'édification de bâtiments absorbe 40% de la production du bois, il est normal qu'au début 1980, la demande soit supérieure à l'offre. Il n'en faut pas plus pour provoquer à cette époque une flambée des prix du bois. Tous les assortiments sont concernés, même le bois de feu, que certains, et ils sont des millions dans les campagnes de l'Euro-

rope, espèrent substituer au mazout devenu décidément trop cher.

Si les stères prennent le chemin des chaudières, il ne prennent plus qu'en partie celui des fabriques de cellulose ou de panneaux agglomérés. L'industrie, pour assurer son approvisionnement en matière première, se voit ainsi contrainte d'accepter de fortes hausses de prix.

A l'automne 1980, si à l'étranger on constate qu'une incertitude a pris la place de l'euphorie (baisse de la production et augmentation du chômage), en Suisse les carnets de commandes sont encore gonflés et les nouvelles coupes trouvent preneur à des prix encore jamais vus. Un hiver précoce et interminable provoque encore une nouvelle flambée des prix, qui sera la dernière.

L'inflation, un peu comme l'orage à la fin d'une belle journée, remet tout en cause. La Banque Nationale Suisse tente de réduire la

masse monétaire pour lutter contre l'inflation. Les taux de l'hypothèque de 1^{er} rang grimpent à près de 7%, ce qui correspond à une augmentation d'environ 75% par année. Qui peut dès lors encore construire, quand on sait qu'une maison familiale de grandeur moyenne revient aujourd'hui à près de 400000 fr. ou à 2500 fr. par mois? Les 40% de la production du bois trouvent ainsi difficilement acquéreur à un prix convenable. Par ailleurs, la dévaluation du FF et de la lire réduisent sensiblement nos possibilités d'exportation vers nos voisins. Les prix qui y sont pratiqués, les dépôts à l'importation, constituent par ailleurs un obstacle à l'exportation.

Quant au bois de feu, quelque peu dépendant du prix du mazout, il trouve difficilement preneur, si l'on prend en considération le sciage, le bûchage, l'empilage, le stockage, l'allumage, etc... Les bûchers sont pleins et il n'y aura pas de rupture de stock avant la prochaine augmentation importante du prix du pétrole. Les producteurs doivent ainsi se retourner en masse vers les industries de trituration, dont la situation a terriblement évolué en quelques mois: les panneaux se vendent mal, puisque la construction s'essouffle, les importations augmentent aussi vite que notre franc se gonfle, et la cellulose, qui se vend en dollars, souffre de la baisse de celui-ci. Il n'en faut

pas plus pour qu'une surproduction s'installe et qu'un chômage endémique s'instaure.

Y a-t-il des remèdes à proposer pour ce marché du bois malade? Oui, mais ils sont ailleurs... Si M. Reagan cessait de faire siennes les théories du monétarisme de l'Université de Chicago, qui le font appuyer en même temps sur la pédale des freins et la pédale des gaz, comme l'illustre si bien J. K. Galbraith, l'économie américaine, puis mondiale, s'en porterait beaucoup mieux. Si la BNS s'intéressait un peu plus aux conséquences de ses décisions, les investissements pourraient être relancés, et ce ne sont pas les statistiques qui le démentent, puisqu'elles nous apprennent que le volume projeté des constructions de locaux industriels a baissé de 43% en un an!

On ne peut que recommander aux propriétaires de forêts de diminuer leur production, en attendant des jours meilleurs, et surtout espérer que les difficultés actuelles inciteront tous les responsables de la filière du bois à rechercher de nouveaux débouchés pour cette matière, en recourant un peu plus à leur imagination que par le passé, en revalorisant encore plus le bois en tant que matériau de construction.

Les hauts et les bas du marché du bois... Ce qui est extraordinaire avec ce marché, c'est qu'il s'emballe ou se détériore presque en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire!